L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 7 JANVIER 1885. 58ème Année.

Dufour, Bonnet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La., Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI 7 JANVIER 1885.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On n'abonne aucun, à la semaine, avec les porteurs.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui ne coûtent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 8e page.

Achetez vos Bonheur des à 75 cents la livre, et le demi-livre à 40 cents. Fruits du pays crystallisés, à 60 cents, chez A. Lemanne, coin des rues St. Pierre et Royale. Voyez l'annonce

VENTES DE CE JOUR.

Par Jas. F. Guinault, au marché français à la tête de la rue Ste-Anne, le privilège d'un coffee, soda et lunch stand.

De la variété des cultures en Louisiane.

Il y a, dans l'histoire de la Louisiane, une période de dix-huit mois à deux ans que nous n'oublierons jamais—la période du blocus, qui a commencé quelques mois après la déclaration de guerre de sécession. Jamais nous n'avons vu situation aussi lamentable. Nous avions devant nous tout un Etat peuplé de braves et nobles cœurs, qui s'étaient jetés dans une aventure révolutionnaire, avec la sublime étourderie propre aux gens qui ne savent jamais hésiter entre un intérêt, si évident qu'il soit, et légitime qu'il paraisse, et un principe qui est toujours sacré à leurs yeux.

En quelques jours, on vit une population de près de neuf cent mille âmes privée de tous les articles d'alimentation. Il avait suffi de les priver de communication, soit avec l'Ouest, soit avec l'Europe. L'entreprise était bien facile : toute cette population ne produisait rien de ce qui peut nourrir hommes et animaux. Le plus de coton, le plus de sucre possible, voilà tout ce qu'elle se bornait à faire. Elle était fière de ses deux industries exclusives ; elle croyait qu'elles l'enrichissaient, et, dans cette conviction, elle vivait largement de la vie des grands seigneurs, târe que les objets de première nécessité ne lui manquassent jamais. La fortune lui avait toujours souri ; elle avait la conviction qu'elle ne lui tiendrait jamais rigueur.

Le spectacle fut alors horrible. Pas de pain, pas de viande de boucherie, pas de saindoux, et aucun moyen d'en faire venir du dehors. Ce fut une véritable famine, et l'on se vit obligé de faire du pain avec des produits dont les animaux eussent refusé de se repaître.

Après l'entrée des fédéraux en ville, la situation ne s'améliora guère. Le vainqueur exploita la famine et vendit, au poids de l'or, les articles de première nécessité. Nous avons vu, quelques semaines après la prise de la Nouvelle-Orléans par Butler, ou plutôt par l'armée qui le précédait—car le fougueux Achille d'alors n'était pas homme à risquer sa vie dans une tentative de ce genre—nous avons vu un chargement de farine signalé à la Balise et soheté, en gros, par télégraphe, 10 cents la livre, par un de nos honorables concitoyens, confisqué sur le Levée, au pied de la rue St-Philippe, par l'autorité fédérale, et remis en vente, le lendemain, par ses affidés au prix odieux de 28 cents. Il fallait en passer par là ; nos vainqueurs avaient fait de notre disette une véritable mine d'or pour eux. Il fut alors prouvé, surabondamment, qu'un pays est incapable de se défendre s'il ne sait pas se suffire à lui-même, et qu'il n'y a pas d'indépendance possible pour un peuple s'il est incapable de se procurer, chez lui, les articles de première nécessité.

Nous savons bien que la Basse Louisiane ne peut produire du blé, du seigle—les deux cultures qui servent de base à l'alimentation de l'homme, mais il y a la Haute Louisiane qui, si elle le voulait, serait à même de cultiver ces deux denrées et mettre l'Etat à l'abri du tribut qu'il paie à l'Ouest, sous ce rapport.

Qui ne sait, d'ailleurs, que le premier principe de l'agronomie, que la première condition de succès pour toute espèce de fermage, est de produire tout ce qui est nécessaire au maintien de l'existence du cultivateur et de son entourage—être humains et animaux de trait ou d'engrais. C'est pour avoir méconnu cette vérité fondamentale que nos compagnes se sont, jusqu'à ces derniers temps, traînées dans la gêne, incapables qu'elles étaient dans les mauvaises années, souvent même dans les bonnes, de "joindre les deux bouts."

La raison en est d'une simplicité extrême. Il est toujours aisé au cultivateur d'élever autour de lui les animaux qui peuvent servir à son alimentation, sans bourse délier, surtout dans un pays comme le nôtre, possédant de si vastes pâturages, couverts d'une herbe aussi abondante que nutritive. Il lui est toujours aisé d'entretenir assez de volailles et de porcs, de semer assez de légumes et de grains pour se sustenter lui et sa famille, sans que ses frais en soient sensiblement augmentés, tandis qu'il lui faut payer cher tout ce qui lui vient de l'extérieur. Le fermier de l'Ouest, qui nous envoie son grain, son foin, son saindoux, doit vivre du métier qu'il fait ; s'il les expédie, c'est qu'il a plus à gagner que s'il les gardait chez lui. Le bénéfice qu'il tire de leur exportation n'est donc qui le payera de notre poche, et il y faut ajouter les frais de déplacement et de transport, puis le quantum.

pour cent, souvent très élevé, que certain le courtier, le commissionnaire qui sert d'intermédiaire entre nous et lui. Cela fait une somme qui dépasse toujours le maigre savoir que nous donnent nos cultures exclusives—ce qui est une cause constante, inévitable, d'appauvrissement, sans compter que nous sommes privés de ce premier des biens de l'homme des champs, l'indépendance.

Supposons maintenant que nous subvenions, chez nous, à tous nos besoins, le pis qu'il puisse nous arriver, c'est de ne pas nous enrichir, ce extrêmement rare, car le cultivateur qui régit une propriété de plusieurs centaines d'acres, produit toujours plus qu'il ne consomme.

Non seulement donc nous ne dépenserons rien pour notre alimentation et garderons dans nos coffres l'argent qui s'en allait auparavant se dehors, mais nous nous en laisserons entrer une certaine somme chaque fois que nous enverrons de nos produits sur le marché ; de là un gain réel, un continuel enrichissement, une amélioration constante dans notre bien-être. De plus, nous ne dépendons de personne, et celui qui nous achète se place, à notre égard, dans un état incontestable de dépendance. Il ne nous achèterait rien, s'il n'avait pas besoin des denrées que nous lui vendons.

Nous entendons souvent nos cultivateurs, nos planteurs, envier le sort de ceux de l'Ouest, parce que ceux-ci font, nécessairement, de bonnes affaires et arrondissent sans cesse leurs propriétés Le secret de leur fortune est là tout entier ; ils commencent par se suffire à eux-même, puis ils expédient pour l'Europe ou pour le Sud, le surplus de ce qu'ils consomment. Ils mettent fidèlement en pratique les sages préceptes de l'économie agricole, et ils en sont récompensés par l'aisance, toujours, par la richesse, très souvent.

Suivons donc ce salutaire exemple, varions nos cultures ; ne négligeons jamais de tirer de la terre tous les produits si divers qu'ils soient, qu'elle est susceptible de nous donner ; nous y trouverons l'aisance qui donne la confiance en soi-même, l'indépendance qui donne la fierté et permet de parler haut et ferme, la richesse qui donne la puissance et fait toujours se faire écouter. On ne nous dédaigne que parce que nous sommes pauvres ; du jour où nous serons opulents, le Nord nous respectera, et du moment où nous lui en imposerons, nous en aurons ce que nous voudrons. Nous avions certaine Etats de l'Est, de la Nouvelle-Angleterre, qui ont toujours obtenu ce qu'ils demandaient, nous en trouvons la raison dans une préférence excellentielle. Il y a là, sans doute, un fond de vérité, mais ce n'est pas le grand mobile de leur succès ; il est, avant tout, dans l'abondance de leurs richesses et dans la supériorité de leur population.

Enrichissons-nous et nous deviendrons bientôt populeux. Ce sont, dans un pays dominé par l'esprit de trafic et dirigé par le suffrage universel, les deux pierres fondamentales sur les quelles s'élèvent l'influence sociale et la prépondérance politique.

Lisez, démocrates, lisez.—nous appelons l'attention sur l'offre libérale faite par cet excellent journal démocratique, THE NATIONAL DEMOCRAT, publié à Washington, D. C. On fera bien d'en profiter. Tous les bons démocrates sont appelés à aider à la circulation du journal susmentionné. On désire un service pendant ici. Voir l'annonce.

Les journaux de Paris du 23 décembre nous annoncent que le ministre de la marine de France a reçu, du général Brière de l'Isle, l'ordre général suivant, en date de Hué, 11 Phong, le 17 octobre, qui expose d'une manière très claire l'affaire de Chu, où le colonel Donnier a remporté, il y a dix semaines, un si notable succès :

Le général commandant le corps expéditionnaire est heureux de porter à la connaissance des troupes de terre et de mer réunies obtenues, dans les journées du 10 et du 11 octobre, par la colonne placée sous les ordres de M. le colonel Donnier, dans le haut Loch Nan.

Un corps d'armée chinois, établi au marché de Chu, s'était solidement fortifié dans un ouvrage circulaire à grand relief armé d'artillerie et muni d'appui à une longue ligne de tranchées emmagasinés ; au nord de cet ouvrage, cinq forts couvraient la route de retraite de l'ennemi vers Lang Son.

Le 8 octobre, après un combat acharné qui a coûté à l'armée chinoise des pertes considérables, un assaut était tourné.

Le 10, dès le matin, l'ennemi prononçait un vigoureux retour offensif sur les positions conquises la veille par nos troupes ; mais, repris à contre-fourre par notre artillerie et notre infanterie, les assaillants étaient réduits à se replier, abandonnant au grand nombre de leurs morts sur le terrain, sans nous avoir fait éprouver la moindre perte.

Le journée du 10 nous avait coûté 20 tués, parmi lesquels le capitaine Cuvellier, de l'état-major, et 92 blessés, dont le capitaine Feyssinaud, le lieutenant Fourest, tous deux également du 1.15e.

Le 12 au matin, on arrivait à Chu, le général commandant le corps expéditionnaire trouvait toutes les retranchements évacués par l'ennemi à la faveur de la nuit, et, le 13, un fort détaché à mous procédait, sans être inquiété, à la destruction des ouvrages y attenants.

Ces deux journées ont prouvé une fois de plus les excellentes qualités de nos troupes. Le général les félicite de leur solidité et de leur entrain.

Kep et Chu restent fortement occupés et forment désormais à l'arrière-ligne les dédés qui conduisent de Lang-Son dans le delta.

On remarquera sûrement que le grand ouvrage circulaire des Chinois était armé d'artillerie. C'est de Lang-Son que venait cette artillerie ; c'est à travers les défilés de la montagne qu'on l'avait amenée Sera-t-il dit que là où les Chinois font passer du canon les Français trouvent les chemins impraticables ? Après la publication de cet ordre du jour il serait tout simplement ridicule de parler encore de l'impossibilité matérielle d'une marche sur Lang Son. Deux routes y mènent : l'une par Chu, dans la vallée du Loch-Nan, l'autre par Bac-Lé, dans la vallée du Song-Thuong

Nous nous faisons un devoir de citer un autre ordre du jour du général Brière de l'Isle, daté de Hanoï, le 2 novembre :

Pour honorer la mémoire des officiers, sous-officiers et soldats à la tête de leurs compagnies, tués l'assaut de Kep et aux combats de Lam et de Chu, le général commandant le corps expéditionnaire décide :

Les blockhaus élevés à l'entrée des défilés de Kep et sur les positions de Lam et de Chu prendront les noms de Frandi pour celui de Kep, de Lespinet, pour celui de Lam ; de Cuvellier, pour celui de Chu.

Ces noms seront gravés par des plaquettes placées au dessus de la porte principale de blockhaus et seront suivis de la date des combats ci-dessus.

Le traité de commerce et de navigation conclu entre l'Italie et l'Espagne, a été adopté, par la Chambre italienne, le 21 décembre, par 216 voix contre 41.

La République Française, du 23 décembre ;

L'élection des délégués des conseils municipaux est terminée. C'est, à proprement parler, la constitution du corps électoral ; mais l'élection même des nouveaux sénateurs reste la grande affaire. Nous sommes à plus d'un mois de distance de cette élection. Il appartient aux bons citoyens, amis de la République, de bien appliquer les cinq semaines que nous avons devant nous.

Les partis hostiles aux institutions fondées sur le suffrage universel et que la France s'est librement données, doivent être réduits au silence, systématiquement, définitivement et pour toujours écartés des Assemblées du pays : la mise en scène complète et féconde du gouvernement républicain est à ce prix. L'ère des difficultés où nous sommes et dont nous souffrons—pourquoi ne pas l'avouer ? ne paîtra se fermer que par une manifestation nouvelle, plus décisive et plus imposante que toutes celles qui ont précédé, de la volonté nationale qui a fondé la République.

Cette année 1885 sera décisive, et les citoyens parlis du monarchie le sentent bien.

S'ils sont vaincus, c'est pour la dernière fois et pour toujours.

Mon pas qu'ils abdiquent : on sait assez que nous n'avons ni cette opinion ni cette espérance ; mais, vaincus en 1885, après l'effort suprême qu'ils vont tenter, ils ne pourront plus reprendre l'offensive ; leur impuissance constatée, ils entreront dans la période de la dissolution finale ; plus que jamais, leurs chefs seront réduits à n'être que des individualités sans crédit, à ne former que des états-majors sans armée ; et quant à leurs anciens soldats, s'il en reste, ils se résigneront à favoriser cette inévitable transformation des parlis politiques signalée par l'histoire de tous les pays libres dans les périodes qui suivent les révolutions définitivement accomplies.

Voilà le grand caractère des élections qui vont occuper toute l'année 1885, et consacrer cette unité d'inspiration et d'action qui a fait la force du parti républicain aux élections précédentes.

Ce n'est pas nous qui dirons jamais à notre parti qu'il est libre de se diviser maintenant qu'il est vainqueur.

Nous sommes de l'avis de ce grand politique de l'antiquité qui disait qu'il n'y a rien de fait tant qu'il reste quelque chose à faire :

Nil actum reputans si quid superesset agendum.

Chez le coroniere.

On entend plaisanter comme de fou dans l'escalier :

—Qu'est-ce que c'est que ça, M'ame Pilloix ?

—Ne faites pas attention. C'est la dame du second qui cause avec son voisin !

LOUISIANE.

Le *Meschacebé* paroisse St-Jean-Baptiste, du 3 janvier :

A tort ou à raison, il existe, dans certaines parties de notre paroisse, des mécontentements destinés, croyons-nous, à assumer des proportions considérables si les causes qui semblent les alimenter ne disparaissaient pas. On se plaint de certaines lignes, tirées par les ingénieurs de l'Etat concernant des levées à construire, et l'on murmure que la ligne droite ou la droite ligne, comme on voudra, n'est pas ce qui a présidé, complètement, à certaines tracés. On croit que trop de terre est prise à quelques propriétaires pour satisfaire les goûts, les désirs ou les appétits d'individus opulents dont l'influence des richesses, plus que l'influence de l'esprit, est incontestable, et l'on se demande si l'instant n'est pas enfin arrivé où il faut exiger que les intérêts d'aucun ne soient sacrifiés pour plaire aux caprices des autres. Comme on le voit, la question est grave, et peut déterminer des perturbations sérieuses, si l'opinion de quelques personnes étaient bien basées. Aussi, pensons nous devoir conseiller à notre excellent juri de police qui, déjà a donné tant de témoignages de satisfaction au public, de veiller aux intérêts de ceux que le sort a favorisés. S'il est établi que les tracés pour les nouvelles levées comprennent trop de terrain, que cela ne soit pas toléré, que notre jury de police proteste contre l'abus du pouvoir, si abus il y a, et qu'à la rigueur il signe avec fermeté. L'opinion publique, et autre chose, s'il y a lieu, seraient là pour l'appuyer ; et quand viendra l'instant où ses efforts auront assuré à tous une application égale de la loi, alors disparaîtra la néfaste influence de l'argent et régnera un système que chacun approuvera parce que ce système aura pour base la justice.

On pourrait objecter à nos recommandations au juri de police qu'il n'a pas le droit de s'immiscer dans les travaux des ingénieurs. Cela ne saurait être vrai qu'autant que les choses se passent convenablement ; car si une enquête permettait d'arriver à la conclusion que certaines influences détestables ont pu faire adopter une levée en ligne droite, alors que celle-ci est inutile et qu'elle absorbe plus que l'on a le droit de demander de terrain aux propriétaires, alors notre juri de police pourrait et devrait-agir afin de prouver que son premier devoir est de lutter en faveur de ceux dont les intérêts lui sont confiés.

L'année 1884 a terminé sa carrière très tristement. Sa dernière semaine n'a été qu'une nuit, plein de bons. Mais à l'heure même où naissait 1885, le temps a changé et une fine brise du Nord a ramené le ciel et dispersé les mornes nuages qui le couvraient.

—Beaucoup de planteurs vont donner leurs soins à la culture du riz qu'ils considèrent comme plus rémunératrice que celle de la canne à sucre, et nous entendons dire que sur beaucoup d'habitations jusqu'ici exclusivement sucrières, une partie des terres sera affectée à la culture de la céréale qui est une des sources d'existence pour notre Etat.

Le fleuve monte d'une façon inquiétante pour nos levées délabrées, crevées ça et là par des ébouils, et s'il faut nous en rapporter aux nouvelles de l'Ouest il continuera à grossir, car de tous points on annonce que la crue se maintient. Le bureau des ingénieurs, qui a charge de nous protéger contre les inondations, paraît avoir plus de besogne sur les bras qu'il n'en peut faire, et s'il nous faut compter sur lui pour nous protéger, nous courons grand risque d'être emportés par des crevasses. Il importe donc que chacun fasse de son côté le possible pour éviter tout désastre.

—Jeudi soir est mort un enfant de M. P. N. Bassier et de dame Octavie Eifer, à l'âge de 3 ans et 8 mois.

Natchitoches, Lne., 29 décembre 1884.

Messieurs les Editeurs de l'*Abeille*,

Cloutierana a été bien triste, cette année. Malgré les chasses aquatiques Cuvellier, de l'Isle, et p2 classée, dont le capitaine Feyssinaud, le lieutenant Fourest, tous deux également du 115e.

Le 12 au matin, on arrivait à Chu, le général commandant le corps expéditionnaire trouvait toutes les retranchements évacués par l'ennemi à la faveur de la nuit, et, le 13, un fort détaché à mous procédait, sans être inquiété, à la destruction des ouvrages y attenants.

Ces deux journées ont prouvé une fois de plus les excellentes qualités de nos troupes. Le général les félicite de leur solidité et de leur entrain.

Kep et Chu restent fortement occupés et forment désormais à l'arrière-ligne les dédés qui conduisent de Lang-Son dans le delta.

On remarquera sûrement que le grand ouvrage circulaire des Chinois était armé d'artillerie. C'est de Lang-Son que venait cette artillerie ; c'est à travers les défilés de la montagne qu'on l'avait amenée Sera-t-il dit que là où les Chinois font passer du canon les Français trouvent les chemins impraticables ? Après la publication de cet ordre du jour il serait tout simplement ridicule de parler encore de l'impossibilité matérielle d'une marche sur Lang Son. Deux routes y mènent : l'une par Chu, dans la vallée du Loch-Nan, l'autre par Bac-Lé, dans la vallée du Song-Thuong

Nous nous faisons un devoir de citer un autre ordre du jour du général Brière de l'Isle, daté de Hanoï, le 2 novembre :

Pour honorer la mémoire des officiers, sous-officiers et soldats à la tête de leurs compagnies, tués l'assaut de Kep et aux combats de Lam et de Chu, le général commandant le corps expéditionnaire décide :

Les blockhaus élevés à l'entrée des défilés de Kep et sur les positions de Lam et de Chu prendront les noms de Frandi pour celui de Kep, de Lespinet, pour celui de Lam ; de Cuvellier, pour celui de Chu.

Ces noms seront gravés par des plaquettes placées au dessus de la porte principale de blockhaus et seront suivis de la date des combats ci-dessus.

Le traité de commerce et de navigation conclu entre l'Italie et l'Espagne, a été adopté, par la Chambre italienne, le 21 décembre, par 216 voix contre 41.

La République Française, du 23 décembre ;

L'élection des délégués des conseils municipaux est terminée. C'est, à proprement parler, la constitution du corps électoral ; mais l'élection même des nouveaux sénateurs reste la grande affaire. Nous sommes à plus d'un mois de distance de cette élection. Il appartient aux bons citoyens, amis de la République, de bien appliquer les cinq semaines que nous avons devant nous.

Les partis hostiles aux institutions fondées sur le suffrage universel et que la France s'est librement données, doivent être réduits au silence, systématiquement, définitivement et pour toujours écartés des Assemblées du pays : la mise en scène complète et féconde du gouvernement républicain est à ce prix. L'ère des difficultés où nous sommes et dont nous souffrons—pourquoi ne pas l'avouer ? ne paîtra se fermer que par une manifestation nouvelle, plus décisive et plus imposante que toutes celles qui ont précédé, de la volonté nationale qui a fondé la République.

Cette année 1885 sera décisive, et les citoyens parlis du monarchie le sentent bien.

S'ils sont vaincus, c'est pour la dernière fois et pour toujours.

Mon pas qu'ils abdiquent : on sait assez que nous n'avons ni cette opinion ni cette espérance ; mais, vaincus en 1885, après l'effort suprême qu'ils vont tenter, ils ne pourront plus reprendre l'offensive ; leur impuissance constatée, ils entreront dans la période de la dissolution finale ; plus que jamais, leurs chefs seront réduits à n'être que des individualités sans crédit, à ne former que des états-majors sans armée ; et quant à leurs anciens soldats, s'il en reste, ils se résigneront à favoriser cette inévitable transformation des parlis politiques signalée par l'histoire de tous les pays libres dans les périodes qui suivent les révolutions définitivement accomplies.

Voilà le grand caractère des élections qui vont occuper toute l'année 1885, et consacrer cette unité d'inspiration et d'action qui a fait la force du parti républicain aux élections précédentes.

Ce n'est pas nous qui dirons jamais à notre parti qu'il est libre de se diviser maintenant qu'il est vainqueur.

Nous sommes de l'avis de ce grand politique de l'antiquité qui disait qu'il n'y a rien de fait tant qu'il reste quelque chose à faire :

Nil actum reputans si quid superesset agendum.

Chez le coroniere.

On entend plaisanter comme de fou dans l'escalier :

—Qu'est-ce que c'est que ça, M'ame Pilloix ?

—Ne faites pas attention. C'est la dame du second qui cause avec son voisin !

Le Courrier, Houma, paroisse Terrebonne, du 3 janvier :

—L'état sanitaire de notre ville et de notre paroisse est remarquablement bon.

—Nous avons, depuis deux jours, le froid le plus intense de la saison et de la glace d'un pouce d'épaisseur.

—Les pluies excessives qui durent depuis le commencement de décembre ont rendu presque impraticables les chemins de certaines parties de la paroisse.

—Décédé, à Houma, le 30 décembre, à l'âge de 54 ans, Laurent, Dambrun, né à Morlaix, canton de Castres, Haute Garonne, France, et habitant de la Louisiane depuis 27 ans. Il était estimé de tout le monde.

Nous publierons, demain, jeudi, la fin de nos nouvelles de la Louisiane.

La Distribution des Récompenses aux Ouvriers et contre-maîtres du bâtiment, à Paris.

On lit, dans le *Temps* du 23 décembre :

Les bons exemples ont des imitations. Déjà nous avons eu l'occasion de rendre compte de solennités analogues à celle d'hier ; les distributions des récompenses à des contre-maîtres et ouvriers de l'industrie du bâtiment, inaugurées par la Société centrale des architectes, viennent d'être reprises par les chambres syndicales patronales de la Seine, dont le siège est rue de Lutèce. Beaucoup de monde, une salle pleine d'ouvriers, de patrons, de tâcherons réunis dans une œuvre de justice et de conciliation : œuvre de justice à l'égard de dévoués serviteurs dont on récompensait la probité et le travail ; œuvre de conciliation à cause de divisions intestines dont souffre l'industrie un peu partout et auxquelles les patrons comme les ouvriers éclairés conviennent qu'il est grand temps de mettre fin. Ce sentiment était vivement partagé par tous les assistants, et chaque fois qu'il y a été fait allusion par le président des chambres syndicales, M. Bertrand, et par l'honorable ministre de l'intérieur, M. Waldeck-Rousseau, des applaudissements, plusieurs fois répétés, ont accueilli leurs paroles.

Les chambres syndicales patronales s'étaient mises en frais pour recevoir leurs invités : des massifs de fleurs sous un tente dressée sur le trottoir de la rue de Lutèce, une salle d'attente tendue de vieilles tapisseries, des trophées de drapeaux tricolores sur les murs, et derrière le bureau où avaient pris place les dignitaires présidents de syndicats des différents corps d'état du bâtiment, un buste de la République surmonté de cette inscription : "Honneur aux travailleurs !" Au dehors des planions à cheval de la garde républicaine gardaient l'entrée.

La cérémonie était présidée par M. Waldeck-Rousseau, assisté de MM. Bertraud ; Camescasse, préfet de police ; Bourgeois, secrétaire général de la préfecture de la Seine ; Quesnel, membre de l'Institut, etc. M. Veyssier, président de l'Union des chambres syndicales ouvrières de France, avait bien voulu prêter son invitation qui lui avait été adressée par le syndicat patronal.

M. Bertrand ouvre la séance par un souhait de bienvenue au ministre de l'intérieur, dont l'attachement aux classes laborieuses, dit-il, est certain. Après quelques paroles sur l'économie sociale, le président des chambres syndicales patronales s'adresse aux lauréats assis en avant et de chaque côté de la table d'honneur ; ce sont tous des vieillards, encore robustes et le visage franc et coloré sous leurs cheveux blancs :

Messieurs les lauréats, leur dit M. Bertrand, vous qui avez été les compagnons de chantier de la plupart d'entre nous, allez, certaint d'ici, allez dire ceci à vos camarades : Apprenez à vos fils qu'ils n'atteindront plus d'bonheur et n'auront pas à s'en féliciter à l'exemple de leurs aînés, l'égoïsme, la haine, le vice ; apprenez à la pratique des doctrines subversives ne font prématurément que leurs serviteurs leurs amis, qui, sous le faîne' sert de leurs victimes, apprenez-leur les peines portent à la paresse et au mépris du devoir.

Allez et dites leur que le moyen employé par ces lauréats pour arriver à la considération, c'est de faire de son mieux, de produire et d'exiger un gros salaire et deassez pour tout le monde, qu'il n'y ait pas de misère ; que de faire durer le prix de toutes les choses nécessaires - laine, et quelque façon à la mode continuée, aurait pour conséquence fatale de nous ramener à la misère en ruinant notre industrie nationale.

M. Bertrand, fort applaudi, ajoute qu'il est possible à tous les travailleurs de devenir patrons, mais que la tâche est la bonne. Il invite les travailleurs à ne pas traiter les syndicats patronaux en adversaires, mais à se rapprocher d'eux afin de chercher ensemble les moyens de donner satisfaction à tous les intérêts.

M. Waldeck-Rousseau prononce ensuite l'allocution suivante :

Messieurs,

Votre honorable président ne me devait aucun remercisment pour m'être rendu à cette réunion.

Rien ne pouvait m'être plus agréable que d'être admis par vous à cette solennité d'un ordre intime, qui réunit les représentants, les auteurs et patrons, de cette grande industrie du bâtiment.

Il arrive en effet bien souvent, lorsque on n'est pas soi-même ouvrier, de ne pas bien savoir quels sont les besoins, de ces sup rations, des réformes que l'on cherche, qu'on est réduit à parler surtout de la question des salaires. Sans doute, c'est là une question lointaine, à se demander ce qu'on doit chercher, ce qu'on peut entreprendre. Chez nous, en Angleterre, en Belgique, on peut dire, sans exagération, que la question des salaires est à peu près réglée, et il n'y a plus beaucoup à constater, beaucoup à apprendre. On y trouve, en effet, des salaires élevés, mais ils ne semblent pas donner la joie et plus rare-ment aussi dans le pays. Il n'ayant pas les mêmes ce qu'il me d'être exposé aux causes de souffrance et de misère, qui dépendent d'autres causes. (Approbation générale et applaudissements) En bien, dans l'ensemble de ces pays, on peut dire que la question des salaires est celle qui me frappe beaucoup : c'est la question d'où l'on constate entre le bien-être pour arriver à la classe ouvrière par les moyens qu'elles emploient pour l'atteindre. Leur but, leur préoccupation, absolument légitime et qui est premier chez eux, est de rendre plus facile la vie sociale, une part plus large, ce qui se traduit nécessairement par une consommation plus grande, pour parler le langage des économistes, et ce qui implique bien moins nécessairement le bon marché, le meilleur marché possible, des objets de consommation.

Voilà le but. Quant au moyen, il consiste presque exclusivement dans l'augmentation des salaires, qui se traduit par l'élévation des prix de revient. Ainsi posé, le problème apparaît comme insoluble.

Ne tombe-t-il pas sous le sens, en effet, que, lorsque tout ce qu'un corps d'état vient le prix de revient de ce qu'il produit par une augmentation des ses salaires, il élève en même temps le prix d'achat des objets que le corps d'état vient consommer ! (Adhésion générale. Applaudissements)

Il n'en est pas tout encore, car à côté aux premières difficultés vient s'en montrer une troisième. L'élévation des prix de notre production se heurte immédiatement à la concurrence étrangère. Ainsi, messieurs, quand on réfléchit, on arrive à cette conviction que chercher à faciliter l'existence des classes laborieuses vers une condition meilleure par l'augmentation des salaires, c'est les engager dans une voie au bout de laquelle il y a l'une de ces deux choses : ou un mouvement de recul effroyable dans les prix à la main d'œuvre, ou la ruine progressive de nos industries ! (Marques d'approbation.)

Est ce à dire qu'il n'y a rien à faire ? Je ne le crois pas. Des expériences malheureusement trop rares ont montré quelle heureuse influence peuvent exercer sur la situation des travailleurs des institutions qui ne nécessitent aucun bouleversement, qui demandent surtout de la bonne volonté de l'entente. C'est ainsi qu'on a plus d'une fois vu des sociétés de production et de consommation unir pour s'améliorer simultanément la vie matérielle de celui qui travaille. Il y a de cet en effet, que si l'on achète au franc de moins les objets que l'on consomme, c'est comme si l'on gagnait un franc de plus. Il y a dans ce sens une première initiative à prendre

Il y a un autre côté je veux le particulier résolu - je l'ai dit ailleurs et je le répète ici—de cette autre combinaison qui, en associant chaque jour davantage l'ouvrier au profit de son industrie, rend son travail plus productif pour lui-même, plus utile pour celui qu'il emploie, attache le travailleur à l'atelier, établit entre tous une solidarité de plus en plus intime. Là encore il y a un rôle à donner.

Sans doute, toutes les expériences tentées dans ce double ordre de faits n'ont pas donné des résultats également avantageux. Mais pourquoi ? Parce que tout le monde n'a pas fait ce que vous avez fait vous-mêmes, pour vos institut ons de prévoyance, par exemple. Vous n'avez pas cru qu'il fût suffisant de laisser vos ouvrie s en même temps leur liberté et à leur inexpérience ; vous avez été vers eux, vous leur avez apporté l'appui de votre expérience aussi bien que celui de vos ressources. Vous avez fait de la solidarité pratique. Il faut en faire encore et je crois qu'une association comme celle devant laquelle j'ai l'honneur de parler peut beaucoup pour développer, pour réaliser les deux réformes que je viens à peine d'esquisser. (Marques d'approbation et applaudissements)

Je voudrais, devant la commission d'enquête parlementaire le président de votre Union exprimait à prononcé une parole qui m'a vivement impressionné.

Nous considérons, disait-il, que la patron n'est pas le maître de l'ouvrier ; il en est le chef.—Et en ouvrier qui a gardé ces épuisettes dans les rudes travaux du chantier, il ajoutait : "Dans l'atelier comme au régiment, il faut qu'il y ait un colonel."

Eh bien ! messieurs, ne perdez jamais de vue cette définition si haute du caractère du patron, celle lui dicte ses mutuelles devoirs de solidarité, devoir d'humanité, devoir de justice. (Très bien ! très bien !)

Mettez chaque jour davantage par la pratique de ces vertus sociales le grade que vous avez conquis, et j'ai la confiance que vous aurez rendu le plus immense service à la cause sociale. Au travail, à notre cher pays ! (Applaudissements prolongés)

Voilà, messieurs, les sentiments que m'a inspiré cette réunion tout intime, toute familière et j'espère que vous voudrez bien les considérer comme un hommage rendu au travail, et je fais des vœux pour qu'elle soit un témoignage d'union entre les chefs et les ouvriers syndicaux ouvrières et les chambres syndicales patronales, car leurs intérêts sont les mêmes." Et il regagne son banc au milieu des bravos.

Un autre, nommé Asseline, ouvrier peintre, est âgé de soixante-dix-neuf ans ; il est entré en 1819 dans les ateliers où il travaille encore ; cela représente un stage de soixante-cinq années. A la fin de la séance, M. le ministre de l'intérieur lui a remis une médaille d'or au nom du gouvernement.

Tous les lauréats ont une biographie intéressante également ; il en est un surtout qui devrait toujours réalis'é aux exemples de gratitude. La distribution terminée, la séance a été levée. Auparavant, M. Waldeck-Rousseau a déclaré, aux applaudissements de l'assistance, qu'il avait de fortes raisons de croire que l'*Officiel* du 31 décembre porterait le nom de M. Bertrand parmi les nouveaux chevaliers de la Légion d'honneur !

Voici les noms des lauréats :

Couverture et plomberie : Bi ois, 75 ans, 46 années de service.—Marbrerie : Jolliet, 68 ans, 40 années de service. Fumier et vitrerie. Asselline, 79 ans, 65 années de service.—Serrurerie Sonrel, 69 ans, 40 années de service.—Peinture : Fargeaux, 81 ans, 23 années de service.—Maçonnerie : Gérôme, 71 ans, 28 années de service.—Menuiserie Chardin, 66 ans, 52 années de service.—Miroiterie Maurice, 70 ans, 22 années de service.—Charpente : Lange, 64 ans, 25 années de service.—Peinture et vitrerie Crépin, 68 ans, 31 années de service.—Serrurerie Crépin, 68 ans, 31 années de service.

Le soir, un banquet très nombreux réunissait patrons et lauréats à l'Hôtel Continental, sous la présidence de M. Poubelle, préfet de la Seine, assisté de M. Bertrand, président des chambres syndicales patronales, et de M. Jolly, délégué de la Société centrale des architectes.

Une messe sera dite samedi 10 janvier, à sept heures du matin, à l'église Ste-Anne, pour le repos de l'âme de feue dame ANTOINE GRANDJEAN, née MARIE BRINGOL. Les amis et connaissances de la famille sont priés d'assister à la cérémonie religieuse.

7 jan—1t

SERVICE FUNEBRE.

Un service funèbre sera célébré à l'église St-Augustin à 7 heures du matin, samedi, 10 janvier 1885, pour le repos de l'âme de feu PIERRE LARQUIE. Les amis et connaissances sont priés d'assister à la cérémonie religieuse.

6 janv—6t

B. TREMOULET,

Une Docteur, No 7, vis à vis la Poste

Vins de Bordeaux des meilleures crûs, reçus de maisons de premier ordre.

Chartreuse de Dof, Gordon & Cie, de Pedro Domecq, etc.

Portos de Sandeman & Co, Offley, Cramp & Co.

Champagnes de toutes marques en caisses.

Vieux Whiskies, Cognacs, Rhums, Genièvre, etc.

Vins de Californie de toutes sortes.

Vin de St-Vincent véritable, etc. etc. etc.

AUX PRIX LES MAS PRIX.

L'assemblée annuelle de la Société de bienfaisance de l'Female Orphan Society, pour le but d'élire au Conseil de Direction pour servir pendant l'année courante aura lieu à l'Asile, No 1 rue Esplanade, le 12 janvier 1885 de midi à 2 heures de l'après midi.

Mrs E. E HODGSON

7 jan—10f. Secrétaire.

La barque italienne "EMILIA C," capitaine Cafiero, de Marseille, commercera son déchargement VENDREDI, le 9 courant, au poteau No —, Pierre du Per. Les consignataires sont priés de s'occuper de la réception de leurs marchandises sur la levée, autrement elles seront emmagasinées à leurs frais et risques. Aucune marchandise ne sera livrée sans un ordre des connaissements, lequel ne sera donné que sur paiement du fret, et aucune réclamation ne sera reconnue à moins d'être faite et constatée sur la levée.

BASSETTI & XIQUES,
67 et 69 rue Decatur

Et le capitaine [illegible] les consignataires de la barque italienne "EMILIA C," capitaine Cafiero, de Marseille, ne seront responsables des dettes contractées par l'équipage de la dite barque.

BASSETTI & XIQUES,
67 et 69 rue Decatur.

7 jan—3f

Au Public,

AYANT obtenu de la cour, division A., un divorce, l'informe le public que je ne serai pas responsable des dettes contractées par Mlle Eulise Pecaud, mon ex femme.

HENRI FROMONT.

7 jan—1f

CHAUSSEZ-VOUS!
COIFFEZ-VOUS!
—A—
L'ETOILE ROUGE.
30 déc—1mois

LISEZ
Le Canadien des Etats-Unis,
Le plus grand journal hebdomadaire de langue française de New-York.
En vente TOUS LES LUNDIS, A MIDI, chez M. BILLARD, coin de Chartres et Bienville.
Le numéro 5